

## Imaginons notre monde...

### Thème : Gouvernance mondiale et réflexion sur la paix

L'effondrement du **capitalisme financier destructeur pour nos sociétés et pour la démocratie**, fondé sur la recherche du profit au détriment de l'humain et de la nature, commence à apparaître par le biais imprévu d'une pandémie virale et des mesures mondialisées de confinement qui paralysent toute l'économie mondiale et les échanges sociaux. Ce temps nous donne l'occasion de concevoir un autre monde possible et de rechercher ensemble une nouvelle organisation de nos sociétés.

**Sortir de ce modèle qui ne donne pas priorité à l'humain et à son environnement, - basé exclusivement sur l'économie lucrative approfondissant les inégalités, augmentant la précarité, détruisant les rapports sociaux et, avec cette épidémie, oubliant la crise aussi actuelle et vitale du climat s'avère aujourd'hui impératif.**

Le constat est fait que la santé, l'éducation, l'alimentation, la recherche sont des biens communs fondamentaux et non pas des biens marchands et ce constat a amené la société civile à réfléchir à une **nouvelle gouvernance mondiale**.

Le besoin de déconstruire le modèle économique existant pour construire le monde d'après tel qu'exprimé dans le Manifeste du Mouvement Utopia, avec le souci de mettre l'humain au centre est une des préoccupations illustrée par quelques mesures concrètes.

Cette prise de conscience se traduit en propositions diverses de la société civile qui pourraient résoudre les multiples situations de crise qui se déploient face à un tournant historique majeur de l'humanité.

**Qu'avons-nous à abandonner pour que le monde d'après soit rendu meilleur** afin que dans cet autre monde possible le « *vivre ensemble* » devienne réalité ? Quelles seraient certaines des mesures à mettre en place pour l'atteindre ? Nous en citerons seulement quelques unes.

**Penser global et agir local** en mettant en place :

- un retour à la gestion collective des communs par le service public (eau, énergies, logement, transports, industrie pharmaceutique, santé, éducation, forêts, etc.) ;
- **l'accès à la santé pour tous les êtres humains, érigé en droit universel, favorisant la prévention et ouvert aux médecines naturelles ;**
- la mise en place, dans les sociétés des pays industrialisés, d'un développement modéré avec pour **objectif une société heureuse ;**
- la sortie de la recherche du profit individuel **vers** la revalorisation des communs, du collectif, du social et de la solidarité, **compte tenu** que les différentes crises actuelles nous signalent **un destin commun pour l'humanité ;**
- **une éducation à la citoyenneté, visant la responsabilité personnelle et sociale.**

Le moment est venu :

- de s'approprier de la richesse sociale, celle qui a été remplacée par la financiarisation de l'économie, par la liberté des mouvements donnée aux capitaux, par la privatisation de la banque et par les intérêts sur la dette et la dette elle-même ;

- d'empêcher définitivement que les dépenses de l'état soient soumises à l'économie lucrative au lieu d'être mises au service de la société ;
- de mettre en pratique une démocratie réelle avec la participation de tous dans les propositions et les décisions ;
- d'arrêter la fabrication et la vente d'armes ;
- **d'inclure dans la déclaration universelle des droits humains, le droit humain à la paix, condition nécessaire à la réalisation et la durabilité des autres droits ;**

**Il convient de fixer le cadre des objectifs généraux sans imposer une solution unique à tous, et que les instances de prise de décision soient consensuelles et adaptées au contexte local.**

**Un changement de cap à partir du modèle capitaliste qui se montre indifférent au présent et au futur de la société, devient chaque jour plus urgent pour garantir la paix et la solidarité.**

**Une fois que le passage d'un monde unipolaire à un monde multipolaire (qui est en construction) sera concrétisé, les pays seront en mesure de se lancer dans une refondation des Nations Unies. Ils pourraient envisager alors une réforme des instances internationales comme l'ONU, OMS, la CPI, l'OMC...car les instances internationales et étatiques ont fait la démonstration de leurs échecs.**

Pour ceci il faut revenir aux aspirations à la paix ou à une redéfinition de la paix, reconsidérant l'espace existant entre la paix individuelle, avec soi même selon ses convictions, et la paix entre les nations.

Pourquoi ? Parce que la paix étant un fait social (même si sa définition généralement admise est l'absence de guerre,) il est difficile de la percevoir dans toute sa complexité. Son existence est conditionnée aux décisions prises entre deux positionnements très éloignés l'un de l'autre et de nature différente. L'un celui de la paix intérieure à chaque être humain, selon sa condition citoyenne. L'autre a un caractère politique ou plus clairement géopolitique laissant la décision de la paix, dans les mains des groupes restreints et bien éloignés d'une très large majorité des citoyens, de ceux qui seront les plus directement concernés **et jamais démocratiquement consultés** et encore moins pour faire une guerre.